



Conseil économique
du Nouveau-Brunswick inc.

Consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016

Mémoire du Conseil économique du Nouveau-Brunswick inc. (CÉNB)

Mardi 25 octobre 2016

236, rue Saint-George, bureau 314 Moncton, NB E1C 1W1 Canada

t : 506 857-3143 sans frais : 1 800 561-4446 f : 506 857-9906 cenb@cenb.com

www.cenb.com



Conseil économique
du Nouveau-Brunswick inc.

Le Conseil économique du Nouveau-Brunswick inc. (CÉNB) est un groupe d'entrepreneur(e)s et de gens d'affaires ayant à cœur le développement économique du Nouveau-Brunswick et de la communauté d'affaires francophone.

Le regroupement est organisé sous forme d'association qui représente les intérêts des membres auprès des différents paliers du gouvernement, qui analyse, traite et diffuse de l'information à caractère économique, et qui organise des activités de réseautage en français.

Mission

Représenter les intérêts de la communauté d'affaires francophone pour assurer son développement et sa compétitivité et par ce fait, contribuer au développement économique de la province.

Vision

La communauté d'affaires francophone est le chef de file du développement économique du Nouveau-Brunswick.

236, rue Saint-George, bureau 314 Moncton, NB E1C 1W1 Canada

t : 506 857-3143 sans frais : 1 800 561-4446 f : 506 857-9906 cenb@cenb.com

www.cenb.com



Conseil économique
du Nouveau-Brunswick inc.

Consultations pancanadiennes sur les langues officielles 2016

Maintenir le Fonds d'habilitation qui soutient les activités des Réseaux de développement économique et d'employabilité (RDÉE)

Le Conseil économique du Nouveau-Brunswick inc. (CÉNB) a pour mission de représenter les intérêts de la communauté d'affaires francophone pour assurer son développement ainsi que sa compétitivité et par ce fait, contribuer au développement économique de la province. Le regroupement est organisé sous forme d'association et représente les intérêts de près de 1 000 membres auprès des différents paliers du gouvernement.

Depuis bientôt vingt ans, le CÉNB joue le rôle d'organisme mandataire du Réseau de développement économique et d'employabilité Nouveau-Brunswick (RDÉE NB). Ce dernier fait parti du vaste réseau pancanadien RDÉE Canada, un partenaire majeur pour la pérennité et la prospérité économique des francophones en situation minoritaire partout au pays.

Par ses actions en matière de développement économique et d'employabilité, le réseau pancanadien contribue directement à la prospérité et à la croissance du Canada. Il cerne les enjeux auxquels sont confrontées les communautés francophones et acadienne. Il soutient, en priorité, les entrepreneurs et les investisseurs dans les communautés d'affaires francophone et acadienne ainsi que les employeurs et travailleurs qualifiés, partout au Canada. Entre 2009 et 2012, avec le soutien de près de 2 000 partenaires, le Réseau a généré plus de 100 millions de dollars en retombées économiques, participé à la création de 2 708 emplois et appuyé un total de 20 976 entrepreneurs à l'intérieur de différentes activités.

Le RDÉE NB, le RDÉE Canada ainsi que les organismes provinciaux ou territoriaux contribuent concrètement aux communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) depuis les 20 dernières années et sont d'indispensables agents pour le Nouveau plan pour les langues officielles.

Francophonie et bilinguisme économique : Exploisons nos pleines capacités

Depuis 2012, le CÉNB prend position publiquement afin que le Nouveau-Brunswick suive la nouvelle tendance internationale et approche la francophonie et le bilinguisme sous l'angle économique. Nous encourageons le Canada à en faire tout autant. Le CÉNB milite également afin que l'industrie langagière soit reconnue comme un créneau d'expertise au Nouveau-Brunswick et dans l'intention que la province devienne le chef de file nord-américain de ce secteur. Nous sommes la seule province bilingue du Canada et de l'Amérique du Nord. Force est de constater que le Nouveau-Brunswick est naturellement et stratégiquement positionné grâce à ses langues, sa localisation géographique et les origines de sa population.

Selon RDÉE Canada, les Canadiens francophones vivant en situation minoritaire sont reconnus comme étant les citoyens les plus bilingues. Depuis près de vingt ans, le Réseau fait efficacement la démonstration de la valeur ajoutée du bilinguisme en affaires comme garantie de la santé économique du Canada. L'Europe

236, rue Saint-George, bureau 314 Moncton, NB E1C 1W1 Canada

t : 506 857-3143 sans frais : 1 800 561-4446 f : 506 857-9906 cenb@cenb.com

www.cenb.com



s'intéresse de plus en plus aux liens entre les langues et l'économie. En Suisse, il est estimé que les compétences en langues étrangères contribuent à 10 % du PIB. Le fait que des personnes, des organisations, des entreprises sont en mesure de communiquer, de travailler et de faire des affaires en trois, quatre ou cinq langues donne à la Suisse un avantage concurrentiel de plus de 50 milliards de \$ par année.

Selon l'étude *Le Canada, le bilinguisme et le commerce*, commandé par le RDÉE Canada et la Corporation d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC) au Conference Board du Canada, les échanges commerciaux du Canada bilingue avec les pays francophones sont supérieurs de 65% et même plus, aux échanges commerciaux avec les pays non francophones. En 2011, sur la part des exportations canadiennes globales, les exportations des provinces considérées plus bilingues (le Québec et le Nouveau-Brunswick) vers des pays francophones, ont été deux fois supérieures à ce qu'on en attendait.

Accroître et maintenir l'accès aux services pour les communautés de la langue officielle en situation minoritaire

Pour utiliser le fait francophone et le statut bilingue du Canada comme un atout économique et d'employabilité, il est primordial que les services essentiels continuent d'être disponibles dans la langue officielle de la minorité au sein de sa communauté.

Les domaines de l'économie et d'employabilité, de la santé, de la justice, de l'immigration, de la petite enfance et de la famille, de l'alphabétisme, et des arts et de la culture, représentent des secteurs essentiels de services pour les CLOSM.

Soutenir l'immigration économique francophone

L'immigration économique francophone (essentiellement des travailleurs qualifiés) est une approche pertinente pour répondre, entre autres, au défi de pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de la décroissance démographique des CLOSM. L'immigration économique permet également d'apporter de nouveaux processus, de nouvelles idées au sein des entreprises et donne accès à de nouveaux marchés (exemple: Afrique subsaharienne).

Selon le RDÉE Canada, entre 1991 et 2011, le poids des immigrants francophones au sein des communautés minoritaires a presque doublé, passant de 6,2 % à 11,7 %. Les immigrants francophones représentent une proportion importante de l'offre de la main-d'œuvre au Nouveau-Brunswick et au Canada et cette tendance se poursuivra au cours des prochaines années. Pourtant, en dépit de leurs qualifications, les immigrants catégorisés comme travailleurs qualifiés sont généralement sous-employés. Il y a donc un constat de : (a) la nécessité d'un meilleur arrimage entre les besoins en main-d'œuvre des employeurs et les compétences des immigrants francophones et bilingues; (b) bien évaluer et reconnaître les acquis et les compétences des travailleurs immigrants, et ce, avant leur arrivée au Canada.

Selon des études réalisées dans la province du Nouveau-Brunswick auprès d'employeurs francophones, l'un des outils qui permettraient d'assurer le succès de l'embauche est la sensibilisation et la préparation du



travailleur étranger à la culture et au travail au Canada et au Nouveau-Brunswick. Également, plus d'accompagnement et de formation seraient importants pour nos employeurs afin qu'ils puissent se préparer à l'embauche de travailleurs étrangers. Il est aussi important de travailler en collaboration avec nos entreprises afin de développer un processus clair, net et simple d'accompagnement pour les employeurs qui va de l'affichage du poste à combler, à l'intégration du travailleur au sein de l'entreprise. À cela doivent s'ajouter de l'aide pratico-pratique, des conseils, des suivis et enfin, des outils accessibles à toutes les communautés pour que l'intégration et la rétention du nouvel arrivant (incluant sa famille) soient facilitées.

À cet égard, depuis plus d'un an, le RDÉE NB travaille activement sur le terrain afin d'accompagner les employeurs qui souhaitent recruter une main-d'oeuvre qualifiée issue de l'immigration. À la suite de consultations avec les entrepreneurs-es, et afin de répondre aux besoins spécifiques des entreprises, le RDÉE NB a mis en place les services suivants : diffusion des offres d'emploi, ciblage et recrutement des candidats francophones ou bilingues, accompagnement personnalisé et conseils dans le processus de recrutement de sélection et d'embauche, suivi et soutien à l'entreprise et à l'employé-e afin d'assurer un meilleur succès d'intégration au sein de l'équipe. Le RDÉE NB joue un rôle majeur, d'où l'importance de maintenir le Fonds d'habilitation qui soutient ses activités.

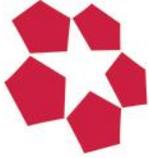
Valoriser le tourisme expérientiel des CLOSM

Toujours selon le RDÉE Canada, le marché francophone compte potentiellement 200 millions de voyageurs intérieurs et internationaux, pour agrément ou pour affaires. Il existe donc un bénéfice réel à renforcer la capacité des communautés francophones à saisir des occasions commerciales où le fait francophone et le bilinguisme sont une valeur ajoutée.

Nous adhérons aux recommandations du RDÉE Canada qui suggère de mettre en place des mesures pour valoriser le patrimoine et la culture francophone, de développer une offre touristique bilingue diversifiée et de qualité ainsi qu'assurer le marketing auprès des marchés cibles. En structurant davantage l'offre touristique francophone et bilingue néo-brunswickoise, il serait possible de répondre plus adéquatement aux besoins des marchés et des clients ainsi que d'accroître la compétitivité de la destination et des produits francophones et bilingues.

Pensons, entre autres à la richesse du tourisme expérientiel qui permettrait de mettre de l'avant de nouveaux produits, des lieux visités et de découvrir nos cultures (francophone, anglophone, autochtone), nos façons de faire et nos activités. Comme province, nous avons prouvé plus d'une fois notre capacité de faire du tourisme francophone et bilingue un créneau économique. Nous avons les atouts et la capacité d'en faire un créneau viable et capable de se développer.

Relever les normes d'éducation et améliorer les systèmes d'éducation dans les communautés en situation minoritaire



Conseil économique
du Nouveau-Brunswick inc.

Il faut s'assurer que les jeunes aient un niveau d'alphabétisme adéquat et que les disparités entre les régions urbaines et rurales, en matière d'analphabétisme, soient réduites. Les entreprises des régions du Nouveau-Brunswick peinent actuellement à trouver de la main-d'œuvre qualifiée et compétente. Elles souhaitent avoir accès à une main-d'œuvre qualifiée sans avoir à se consacrer à la formation des savoirs dits élémentaires. Ce rôle revient au gouvernement par l'entremise des institutions d'éducation.

Même si l'éducation est une responsabilité provinciale, il est nécessaire que le gouvernement fédéral travaille à l'établissement de normes d'éducation et améliore les systèmes pour accroître les niveaux d'alphabétisme et de compétences des jeunes francophones. Avec une économie du savoir qui est là pour de bon, il devient important de s'assurer que les jeunes qui sortent de nos écoles secondaires ont des niveaux d'alphabétisme et de compétences plus élevés.

Enfin, si le Canada veut utiliser le fait francophone et son statut bilingue comme un atout économique et d'employabilité, il faut continuer à valoriser l'apprentissage et les expériences, aussi bien en français qu'en anglais chez les jeunes et l'ensemble de la population.

Renforcer la capacité du Réseau de développement économique et d'employabilité Nouveau-Brunswick et des autres provinces et territoire

Les communautés de langue officielle en situation minoritaire au Nouveau-Brunswick sont essentiellement situées en régions rurales, ce qui occasionne des défis au niveau du développement économique durable. Les caractéristiques particulières de chaque région et l'ampleur du bassin de population francophone de la province requièrent davantage de ressources que le RDÉE NB ne dispose pas en raison de son financement limité.

À titre d'exemple, le RDÉE NB tient à poursuivre son travail face au développement des Ressources humaines dans les CLOSM et pour ce faire, il doit continuer d'adresser les défis reliés à la main-d'œuvre (tels que, l'analphabétisme, le développement professionnel, l'employabilité et l'immigration francophone et l'entrepreneuriat). De plus, le RDÉE NB veut poursuivre son rôle de chef de file dans le développement économique communautaire afin de renforcer la vitalité des CLOSM.

Les résultats atteints par le RDÉE et l'effet de levier engendré par ses actions ont démontré que son apport est majeur pour les CLOSM et le Canada. À cet égard, ses capacités doivent être soutenues pour qu'il puisse poursuivre son œuvre.

Renseignements :

Chantal N.-Losier

Analyste des politiques et responsable des communications

Conseil économique du Nouveau-Brunswick inc. (CÉNB)

236, rue Saint-George, bureau 314 Moncton, NB E1C 1W1 Canada

t : 506 857-3143 sans frais : 1 800 561-4446 f : 506 857-9906 cenb@cenb.com

www.cenb.com